

Nos 00 rendez-vous



En cent rendez-vous mensuels et quelque 1500 pages, nous vous avons fait part de nos réflexions et vous avons informé sur nos initiatives pour l'illustration et la défense de l'économie d'intérêt collectif.

Au cours de ces dix dernières années, l'économie publique comme l'économie sociale et solidaire ont connu d'importantes transformations. Leur place, leur poids et leur rôle se sont adaptés, tant bien que mal, aux changements d'une économie de plus en plus financiarisée et inégalitaire, dont la crise a mis à nu les fragilités, comme elle a révélé l'inefficacité, quand ce n'est pas l'inexistence, des politiques sensées la réguler.

Mais ces économies ont mieux résisté que l'économie "classique". (Ainsi, dans l'économie sociale et solidaire les emplois ont été préservés voire accrus). Face aux conséquences de la crise, elles ont soutenu les plus vulnérables et ont continué à renforcer le lien social, pendant que l'autre économie s'acharnait à le "détricoter".

Les deux partis-pris qui constituent notre originalité :

- envisager l'économie d'intérêt collectif comme un ensemble cohérent, constitué des entreprises et services publics, des associations, coopératives et mutuelles, fondé sur la solidarité et agissant dans le sens de l'intérêt général,

- situer notre réflexion et nos initiatives au niveau international, au travers des sections nationales qui forment le CIRIEC,

ont démontré leur pertinence face aux menaces que font peser les excès et les incohérences du libéralisme et la montée des nationalismes.

Notre congrès international, en septembre prochain à Reims, auquel vous êtes convié, sera l'occasion de mesurer les résultats obtenus et de tracer de nouvelles perspectives.

Marcel Caballero
Vice-président du CIRIEC-France

Dîner-débat

La transversalité entre l'économie publique et l'économie sociale et solidaire au service de l'intérêt général

Les entreprises de l'économie sociale et solidaire et les entreprises publiques,
vecteurs de la transformation de l'Etat stratège pour un changement de modèle
de développement ?

**L'économie publique et l'économie sociale et solidaire ont en commun
d'œuvrer au service de l'intérêt général.
Lorsqu'elles le font ensemble, obtiennent-elles de meilleurs résultats ?
Avec quelles difficultés ?
Leurs partenariats peuvent-ils encore se développer ? A quelles conditions ?**

Nous vous invitons à en débattre au cours d'une rencontre avec :

Anne RUBINSTEIN

Déléguée à l'économie sociale et solidaire
du Groupe La Poste

Michel ABHERVE

Professeur associé à l'Université de Paris Est Marne-la-Vallée

Jean-Louis CABRESPINES

Ancien président du Conseil National
des Chambres Régionales de l'Economie Sociale,
Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental

Jacques-Yves HARSCOUE

Directeur général Programmes Publics et Sociaux du Groupe Up

**Organisé par le CIRIEC-France
en partenariat avec le Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire
et avec le soutien de la Délégation Générale de la Cohésion Sociale**

Paris, 30 juin 2016 à 18h30

à l'OCIRP, 17 rue de Marignan – 75008 Paris
(Possibilité de parking à cette adresse)

*Cette manifestation sera suivie d'un cocktail dînatoire
au cours duquel les participants pourront échanger avec nos conférenciers*

>>> Inscriptions : info@ciriec-france.org

Congrès international

31^{ème} Congrès international du CIRIEC (Reims - 21 au 23 septembre 2016)

« Les politiques publiques face aux enjeux sociaux et démocratiques de la mondialisation. Quels projets pour l'économie publique, sociale et coopérative ? »



Dans un contexte de mutation profonde de la société liée à la mondialisation économique et aux transitions de divers ordres (sociétale, environnementale, numérique...), face aux crises et à leurs conséquences sur l'accroissement des inégalités, et aux risques démocratiques dans une absence ressentie de perspectives vers un monde meilleur, le CIRIEC entend s'inscrire dans le débat sur l'efficacité des politiques publiques pour conduire des évolutions dont l'objectif prioritaire doit être la satisfaction des besoins des individus, et l'amélioration des conditions de vie en société.

Le **31^{ème} Congrès international du CIRIEC** abordera ainsi les différentes questions qui se posent au regard de l'évolution de la société et débattrà des réponses qui devront leur être apportées :

- l'Etat stratège, dans les différents périmètres de son intervention
- la dynamique de l'économie sociale et solidaire et sa relation avec les politiques publiques
- l'innovation sociale et la réduction des inégalités dans les territoires (impact des politiques publiques locales et de l'ESS notamment)
- la transition numérique et ses enjeux, économique, éthique, démocratique

Des personnalités politiques, universitaires, chercheurs et praticiens du monde entier participeront aux débats.

>>> Programme : http://www.ciriec.ulg.ac.be/wp-content/uploads/2016/05/Programme-du-Congrès-27.05.16_FR.pdf

>>> Informations / Inscriptions [CLIQUER ICI](#)

Cahiers de recherche

Les **Cahiers de recherche** du CIRIEC accueillent des travaux des membres du [réseau scientifique du CIRIEC](#).

Ces Working Papers sont indexés dans SSRN, [RePEC](#), [ECONIS](#) (via le moteur de recherche [EconBiz](#) - ZBW-Leibniz Information Centre for Economics).

Dernière parution :

De la durabilité à la responsabilité envers les générations futures

(**Belkacem Ouchene**, chercheur à l'Université de Mons - Belgique)
et **Aurore Moroncini**, professeur et chef de service à l'Université de Mons)

Le thème de la Responsabilité envers les générations futures se développe au même niveau que celui du développement durable, dans un cadre scientifique pluridisciplinaire où théories économiques côtoient d'autres domaines. Cet article s'inscrit dans cette pluridisciplinarité en dépassant le cadre traditionnel de l'économie. Il explore la relation entre développement durable et responsabilité-projet en passant en revue les fondements théoriques et les dérives auxquelles conduit une approche superficielle du développement durable. À cet égard, nous essayons de tirer profit de l'apport des diverses analyses dans la compréhension de la relation entre durabilité et responsabilité-projet.

Son objectif est de mettre l'accent sur la durabilité et sa relation avec la responsabilité-projet. Il s'agit de tenter une compréhension différente de la durabilité dans sa relation avec la responsabilité. Cette compréhension s'avère d'autant plus nécessaire que le Capital Environnemental (Ke) est apparu au cours des récentes décennies comme un ensemble fini, après avoir été longtemps considéré comme un réservoir inépuisable et comme un déversoir passif.

>>> Informations et soumission de papiers : carmela.decicco@ulg.ac.be

Nouveau site internet du CIRIEC-International



Le **CIRIEC-International** dispose d'un nouveau site internet. Outre les données historiques et organisationnelles, et le calendrier des réunions, on y trouve d'utiles informations sur les recherches en cours, les dernières publications, les prochains événements, et permet d'accéder à l'AGORA, répertoire détaillé des membres, base de données documentaire et espace destiné à la diffusion d'information.

Le site informe également sur les activités des sections nationales

>>> <http://www.ciriec.ulg.ac.be/>

LA PAGE DU CNCRES

Cette page mensuelle prend place dans le cadre du partenariat
entre le Conseil National des Chambres Régionales
de l'Economie Sociale et le CIRIEC-France

« Un autre monde est possible et nécessaire » disait Ken Loach

Jean-Louis Cabrespines

Président du CNCRES*

Membre du Comité économique, social et environnemental

Il est toujours intéressant de voir les informations se percuter et les personnes que l'on admire donner l'impression de se répondre.

Ainsi, ce week-end fut marqué par la remise de la palme d'or à Ken Loach quand, dans le même temps, Benoit Hamon intervenait dans une émission politique (C/Politique). Les paroles de l'un comme de l'autre sont comme un accord impromptu d'une même conviction : « *Un autre monde est possible et nécessaire.* » disait Ken Loach ; « *L'ESS met en pratique depuis toujours ce que revendiquent les citoyens aujourd'hui* » concluait Benoit Hamon au terme d'une émission passionnante.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : savoir proposer un modèle nouveau qui sache s'adapter à l'évolution de notre société en apportant les éléments d'un autre monde, d'une autre manière de concevoir les relations humaines, économiques, sociales ... et entrepreneuriales.

Nous devons trouver les moyens de dépasser ce qui nous sépare et rechercher ce qui nous unit pour aller de l'avant. Pour cela, il ne faut pas s'enfermer dans des certitudes ni dans des oukases à l'égard des uns ou des autres ; il faut aussi savoir construire une autre conception de l'économie à partir de ce que nous connaissons.

Jean Jaurès disait : « *Il faut être réaliste dans le court terme et utopiste dans le long terme* ». C'est bien ça notre gageure : savoir garder les pieds sur terre et avoir toujours un temps d'avance sur ce qui se fait. Vouloir défendre une société dans laquelle les personnes comptent plus que le capital est sans nul doute une de ces utopies, et nombreux furent ceux qui voulurent la rendre effective : « *Le but de la société humaine doit être le progrès des hommes, non celui des choses* » disait Jean-Charles de Sismondi. Bien que



prononcée dans les années 1800, cette phrase est encore au cœur de notre démarche.

Si nous avons pu apporter des éléments de changement, le contexte dans lequel nous nous sommes trouvés ne fut pas à proprement parler totalement favorable à cette mutation. Procéder à des changements dans un climat d'incertitude sociale, politique, économique est une gageure à laquelle nous nous attelons. Le contexte national et international est difficile et anxiogène du fait des attentats en France et dans d'autres pays, du fait du climat d'insécurité qu'ils provoquent et de l'incertitude politique qui semble aujourd'hui amener les Français (et d'autres pays européens, comme en témoigne le vote en Autriche) à privilégier des forces extrêmes, du fait du climat général de notre (nos) pays dans lequel les corps intermédiaires sont remis en cause au profit de paroles dites citoyennes qui n'expriment souvent qu'un individualisme exprimé collectivement.

Car telle est l'ambiguïté de la situation actuelle : on déconstruit l'histoire de notre évolution économique et sociale née de la solidarité des combats communs lors de la dernière guerre et on ne trouve pas encore les bases d'une reconstruction sur de nouveaux fondements. En fait, depuis plusieurs années, on parle de la crise économique, sociale et culturelle, en pensant que ce sont les institutions qui sont à revoir, alors qu'il s'agit aussi de trouver les moyens de mieux entendre les peuples en maintenant les principes d'une démocratie ouverte mais organisée.

Il n'est surtout pas question de remettre en cause la construction d'une démocratie élective, ce qui serait dommageable pour l'avenir de notre pays ; il est plus que jamais nécessaire de trouver les moyens d'une véritable expression du peuple dans cette démocratie pour construire ensemble la politique de demain. Car

notre évolution économique tient à notre capacité à agir ensemble, à élaborer des actions fédératrices, à redonner confiance et envie à tous et à l'ensemble.

Le repliement sur soi qui semble prédominer ne donne satisfaction que dans l'immédiat, il ne permet pas d'avancer, il est objet d'enfermement. « *L'Homme est par nature un animal social* » disait Aristote. La construction de notre vie en société est le cœur de notre développement.

Dans un tel contexte, l'ESS a continué à poursuivre son chemin et à se développer. Elle a aussi été prise dans des discussions fortes, provenant de l'interne comme de l'externe.

Forces économiques dans les territoires, les entreprises de l'ESS sont soumises, comme les autres entreprises aux droits et devoirs des réglementations et des accords liés. Mais les acteurs de l'ESS sont aussi souvent pris dans des contradictions entre les valeurs humanistes qu'ils défendent et leur rôle d'entrepreneur qui doit viser à l'équilibre financier de leur entreprise.

Vouloir promouvoir l'ESS, c'est faire valoir le projet politique qui le sous-tend, c'est défendre la conception d'une autre forme économique où l'intérêt commun remplacerait la volonté d'accumulation de capitaux. C'est bien cela que veulent défendre les tenants de l'ESS, tout en soutenant la complémentarité nécessaire avec l'économie publique dont les finalités sont proches.

Mais il ne faudrait pas que cette forme d'économie entraîne une tentative de dérégulation du rôle de l'Etat et de ses services. « *Le caractère hybride de son projet et l'origine mixte de ses financements expose cependant l'ESS à être ramenée du côté des essences nominalistes et des dichotomies faiblement dialectisées, notamment par ceux qui voient dans le secteur public étatique la seule alternative au marché. Ces critiques sont importantes en ce qu'elles invitent à redoubler de vigilance sur les dérives qui la menacent, qu'il s'agisse de la constitution d'un sous-salariat ou du remplacement d'un État malade et appauvri dans le secours aux victimes du capitalisme triomphant.* » soulignaient Jean-Paul Gaudilliere et Arnaud Lechevalier. Economie complémentaire des politiques publiques, elle ne peut et surtout ne doit pas être substitutive de ces politiques. Chacun des acteurs a à y veiller.

Roger Belot résume bien ce qui nous unit : « *rappeler qu'agir pour le développement de l'ESS (...) c'est œuvrer à la promotion des valeurs citoyennes de laïcité, de tolérance, de respect des différences, de solidarité, ces valeurs qui sont le fondement de notre vivre ensemble.* »

A nous tous d'œuvrer pour rendre toute forme d'économie respectueuse des Hommes, qu'elle soit publique ou privée non lucrative, plus viable et plus partagée par l'ensemble pour aller vers une société où le collectif l'emporte sur l'individualisme.



* L'Assemblée générale du Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale s'est réunie le 18 mai 2016. Elle a procédé à l'élection d'un nouveau Bureau. Le mandat de [Jean-Louis Cabrespines](#) ayant pris fin après six années de présidence, [Marie-Martine Lips](#) a été élue à ce poste pour trois ans.

L'Assemblée générale a par ailleurs modifié l'appellation du Conseil qui devient [Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale et Solidaire](#) (CNCRESS).

L'Observatoire national de l'ESS

Porté par le CNCRESS, l'Observatoire national de l'Economie Sociale et Solidaire est **le lieu de convergence de la mesure et de l'observation de l'économie sociale et solidaire**. Il permet d'établir des liens entre les acteurs de l'ESS, pouvoirs publics, producteurs d'études et universitaires autour de travaux sur l'économie sociale et solidaire.

L'Observatoire national s'appuie sur le réseau de compétences des Observatoires régionaux de l'ESS pour conduire une méthodologie homogène, scientifique et cohérente entre les territoires, afin d'assurer leurs fonctions d'étude, de veille, d'aide à la décision et de prospective.

Il a notamment participé, en collaboration avec l'INSEE et la DIESSES, à la définition du périmètre de l'ESS en 2007, permettant ainsi d'analyser l'évolution d'un champ particulièrement dynamique et innovant.

Les missions de l'Observatoire

- observer au plus près le dynamisme atypique des entreprises de l'économie sociale et solidaire en matière de création d'établissements et d'emplois,
- définir et mesurer les richesses (économiques, sociales, culturelles...) générées par l'économie sociale et solidaire à l'aide d'indicateurs spécifiques,
- améliorer les conditions d'observation quantitative et qualitative de l'économie sociale et solidaire afin de disposer de données fiables et pertinentes pour alimenter la réflexion prospective et permettre d'orienter les choix stratégiques des entreprises et organisations de l'Economie sociale et solidaire, ainsi que l'action publique en faveur du développement économique et social.

Une nouvelle philosophie politique et pratique de l'Etat pour « redonner souffle, sens et efficacité » au pacte républicain

Gilbert Deleuil

Vice-président de Galilée.sp
Ancien élève de l'ENA

Aujourd'hui, notre « pacte républicain » est menacé. Pour lui redonner souffle, Galilée.sp s'est attelé à proposer une nouvelle philosophie politique et pratique de l'Etat.

Qu'est ce que le pacte républicain ? Il a construit notre histoire collective et est fondé sur les valeurs héritées du siècle des Lumières (rationalisme et équilibre des pouvoirs, liberté de conscience, lutte contre l'absolutisme, le fanatisme et l'obscurantisme, liberté, égalité...), les principes politiques issus de la Révolution (régime politique représentatif avec séparation des pouvoirs, droits de l'Homme), du premier Empire (code civil), de la Révolution de 1848 et des débuts de la IIIème République (liberté de la presse, instruction publique, séparation de l'Eglise et de l'Etat, principes républicains de l'organisation de l'Etat, laïcité...), ainsi que sur les conquêtes sociales acquises progressivement au XXème siècle (droit du travail, protection sociale avec l'assurance chômage, l'assurance santé, assurance vieillesse, droit à la formation professionnelle...).

Notre pacte républicain repose sur le rôle actif d'un Etat promoteur de l'intérêt général, protecteur, régulateur et développeur. L'Etat s'appuie sur ses agents pour développer des services publics offerts à tous.

Le pacte républicain forme un bloc. Il est le fruit de combats politiques et sociaux, parfois sanglants, malheureusement ou heureusement, assez largement oubliés.

Mais, ***aujourd'hui, notre pacte républicain est affaibli.***

Alors que ses grands principes font largement consensus en France et sont largement partagés avec la plupart des pays occidentaux, ils sont devenus de moins en moins opérants dans la réalité car l'Etat est affaibli dans ses moyens et ses missions.

Les anciens antagonismes idéologiques se sont effondrés mais la vie politique en est encore pétrie.

Au XXème siècle et en France, avec l'acceptation par la Droite des grandes conquêtes politiques et sociales de



la République et la pleine adhésion de la Gauche à l'économie de marché (1983), les programmes politiques de Droite comme de Gauche ne se distinguent plus qu'à la marge.

Pourtant, électoralement, droite et gauche affichent artificiellement, au travers d'un jeu de rôles et de postures, un antagonisme idéologique qui a largement perdu de sa consistance. Les appareils des partis politiques traditionnels se sont livrés et se livrent à des guerres intestines

(dont « les guerres des chefs ») plutôt que de se réformer en profondeur pour tenir compte de cette nouvelle donne politique et élaborer les nouvelles voies politiques d'un XXIème siècle républicain.

Les citoyens en ont conscience ; aux élections, ils s'abstiennent massivement ou favorisent les extrêmes et le populisme. Ils doutent, protestent, s'exaspèrent, y compris contre l'Etat.

Au delà de l'Etat national, alors que l'Europe a fait rêver et espérer pendant 50 ans, elle est devenue inaudible et de plus en plus impuissante.

Aujourd'hui, telle qu'elle s'est construite, l'Europe, en raison de son orientation néolibérale mais aussi de son faible niveau d'intégration politique (les deux se mariant fort bien par temps calme), laisse clairement voir l'impasse où elle nous a conduits. L'Europe est prise à parti car elle donne l'impression qu'elle a rendu impuissants les Etats nationaux sans pour autant devenir elle-même une puissance, fédérale ou autre, en mesure d'assurer les protections nécessaires aux citoyens.

Dans l'épreuve des crises financières et économiques récentes, l'Europe peine à être porteuse de solutions. Face à l'épreuve actuelle de l'arrivée massive des réfugiés, dans un contexte de courants migratoires d'ampleur nouvelle, dans un contexte de guerre qui implique la mobilisation de l'armée, avec la montée du djihadisme islamique, l'Europe est carrément devenue inaudible et ingérable, incapable de définir et défendre un intérêt général européen en raison de sa faible légi-

timité démocratique. Elle semble être entrée dans un inévitable processus de délitement (Bréxit, suspension de fait des accords de Schengen, profonds désaccords entre des Etats aux intérêts et aux visions divergentes...). Elle est certes composée d'Etats qui n'ont, depuis l'origine, pas tous le même niveau d'engagement européen mais surtout elle se révèle, au fil du temps, composée d'Etats qui n'ont pas tous la même vision démocratique, qui font des calculs comptables pour récupérer financièrement plus qu'ils ne contribuent ou qui cherchent à maximiser leurs intérêts propres en externalisant sur les autres les contraintes.

Il est urgent de construire, une nouvelle vision européenne. Mais, alors que la France avait joué un rôle majeur dans la création européenne, notre pays ne peut pas compter aujourd'hui sur la force que lui donnait alors son appareil Etat.

L'Etat français est devenu une « impuissance publique ».

L'Etat s'est paupérisé ou a été mis hors jeu dans de nombreux domaines. Il assume de plus en plus difficilement ses fonctions régaliennes, pourtant au cœur du pacte républicain. Malgré la montée des conflits armés dans le monde, le budget de la Défense était jusqu'à peu de temps en régression constante. Malgré l'insécurité qui règne dans nos cités, des réductions massives d'effectifs de policiers ont été opérées dans un passé récent. La Justice se trouve dans une situation de pauvreté affligeante (le budget que la France y consacre arrive au 35^{ème} rang par rapport aux 45 pays du Conseil de l'Europe !).

Notre système éducatif, qui en France pourrait être considéré comme faisant partie du « régalien » en raison de sa place traditionnelle dans le « projet » républicain, connaît une crise profonde. Les enseignants se sentent déclassés. L'égalité devant l'éducation est de plus en plus factice. L'école ne forme plus réellement des citoyens, elle peine à assurer aux élèves les compétences de base, elle ne prépare pas bien à l'insertion professionnelle, elle laisse de côté un grand nombre de jeunes... Nos universités sont délabrées et la France recule dans les classements internationaux. L'apprentissage professionnel des jeunes reste, sur le long terme, le parent pauvre et méprisé ; plutôt que de gesticulations politiques avec des plans de court terme constamment montés et démontés, il y a urgence à une réelle politique publique d'apprentissage, ambitieuse et avec des moyens sur le long terme.

L'enseignement qui a été au cœur de l'ascenseur social ne joue plus cette fonction ; les jeunes découvrent et apprennent beaucoup sur leurs Smartphones ; les méthodes pédagogiques traditionnelles, qui ont fait leurs preuves, sont aujourd'hui dépassées et ont besoin d'être renouvelées. Le compagnonnage des maîtres doit être reconnu dans sa dimension humaine et ne doit pas être limité à transférer du contenu technique.

L'Etat qui a joué un rôle d'impulsion économique (grands équipements, secteurs de pointe, organisation de filières notamment) peine à retrouver un rôle actif d'orientation économique et même de régulation. L'Etat semble également devenu impuissant face au chômage structurel de masse, à la précarité de l'emploi, à l'arrêt de « l'ascenseur social », aux phénomènes de déclas-

sement social et d'exclusion sociale, à la régulation de l'immigration, à la montée des communautarismes et du fondamentalisme musulman. Aujourd'hui, malheureusement, l'Etat n'est ni porteur ni promoteur de nouveaux modèles. Il dépeint.

...

Il en résulte un discrédit de la chose publique et de la politique.

Tant d'impuissance de la part de l'Etat rejailit nécessairement sur la perception par les citoyens de la politique. Celle-ci est perçue, au mieux comme elle-même impuissante et donc inutile, au pire et très injustement, comme un club de cyniques profiteurs du système. Comment dès lors s'étonner de l'ambiance générale de « désenchantement », de rejet de la politique, de déconsidération des élus et plus largement des « élites », de perte de crédibilité des partis « républicains », de montée de l'abstention et du populisme ? Comme disait Lénine, « Que faire ? ».

Redonner toute sa place à la défense de l'intérêt général et remettre en lumière les contours et les missions de l'Etat.

Tout d'abord, il serait temps de clarifier la présentation traditionnellement faite des dépenses publiques. Elles ne sont pas improductives. De plus, cette présentation mélange « les choux et les carottes ». On additionne les dépenses de l'Etat, à celles des collectivités locales et de l'assurance sociale (laquelle bénéficie largement et directement au secteur privé). Or, depuis plusieurs années le budget de l'Etat régresse dans le total.

Une lutte implacable doit être menée, dans une nécessaire coopération internationale, contre l'évasion fiscale et sociale qui détruit la confiance collective et priverait annuellement notre Etat d'environ 80 milliards d'Euros de revenus (soit l'équivalent du déficit budgétaire !). Mettons en lumière et dénonçons ces jeux d'écritures qui pillent, volent et détournent grâce à de coupables tolérances internationales et grâce à des systèmes corrompus où l'intérêt individuel prime.

En bref, au niveau national, européen et mondial, une « militance » de l'intérêt général doit être repensée, mise en valeur, défendue, expérimentée, agie. Elle sera au cœur des enjeux du réel dont l'homme a aujourd'hui conscience. Avancer ensemble, en humanité, avec la vision de la COP 21 dans un monde globalisé et dont les ressources naturelles sont limitées, est vraisemblablement l'un des projets mobilisateurs majeurs des Nouvelles Lumières du XXIème siècle.

Revaloriser le rôle de l'Etat ne correspond pas à une vision néolibérale. Ce n'est pas pour autant archaïque et cela demande du courage.

En effet, il faut souhaiter et mettre en œuvre efficacement les réformes nécessaires afin que l'Etat puisse réellement assurer dans les meilleures conditions, avec efficacité et au meilleur coût, sa mission de promotion de l'intérêt général. Seul l'Etat et les collectivités publiques ont mandat officiel - par l'élection démocratique - de promouvoir l'intérêt général. Des acteurs privés peuvent y concourir avec engagement et efficacité mais ce n'est pas dans leur essence. Si l'organisation et le fonctionnement de l'Etat ne doivent pas être des sujets tabous, les valeurs et principes du pacte républicain, eux, ne sont pas négociables...

Les grandes politiques publiques méritent donc d'être revisitées du point de vue de leur efficacité (évaluation des résultats par rapport aux objectifs) et de leur efficacité (rapport coût / efficacité).

Chaque politique publique doit être appréciée en fonction de sa réelle valeur ajoutée et de la valeur du service réellement rendu à la société. Il faut tirer les enseignements de l'échec de la Révision Générale des Politiques Publiques et des difficultés de la Modernisation de l'Action Publique. Il n'est pas vrai que les fonctionnaires, ni même les « hauts-fonctionnaires », soient congénitalement rétifs au changement.

Seulement le changement doit être pensé avec d'autres représentations, ouvertes, systémiques, circulaires, capables de « remettre sur pied » le collectif national. Redéfinir et reconstruire l'intérêt général doit se faire autour de projets concrets, associant les agents publics, les citoyens et les politi-

ques sur la base d'une vision nouvelle, de diagnostics partagés sérieux conduits à l'échelle pertinente et d'objectifs partagés. Les réformes nécessitent d'être accompagnées. Les cadres doivent être « coachés », les équipes et les collectifs de travail aussi. En effet, chacun doit pouvoir retrouver les voies, les méthodes et le goût de travailler ensemble sur de nouvelles bases et pour construire avec force et courage l'avenir à partir du présent tel qu'il est aujourd'hui.

Mais la réforme majeure, la « mère de toutes les batailles », celle qui devrait logiquement précéder la réforme des politiques publiques proprement dites, est celle qui porte sur l'organisation globale de l'Etat. Le moment n'est-il pas venu de dresser le vrai bilan de plus de 35 ans de décentralisation ? Quel est son véritable coût ? N'est-on pas allé trop loin et surtout de manière trop désordonnée ? Quel est le véritable facteur de blocage de la réduction du « millefeuilles » ? »

...

Repenser les modes d'organisation : ESS et économie collaborative*

Jean-Philippe Poulnot

Responsable des relations extérieures du Groupe Up
Président de Up Foundation



Avec l'essor fulgurant de l'économie collaborative, ces dernières années, l'enthousiasme des débuts s'est peu à peu étiolé pour laisser place à des interrogations plus inquiètes. Les prophéties annonçant le primat de l'usage sur la possession ou encore le dépassement du modèle consumériste, se font plus rares ; partout plane le

spectre de l'« ubérisation » de la société, cette course au moins-disant social.

Fantasme ou réalité ? La contradiction manifeste entre, d'un côté, les promesses d'émancipation et de dépassement de l'organisation hiérarchique du travail et, de l'autre, une réalité qui ne serait faite que de précarisation et de concurrence déloyale ; est-elle véritablement insoluble ?

À la différence de l'ESS, dont les contours ont été précisés par la loi Hamon en 2014, l'économie collaborative n'est pas un secteur à part et elle tend en effet à amalgamer des structures de taille et d'inspiration (tantôt militante, tantôt mercantile) extrêmement diverses. Consommation collaborative, production distribuée, auto-partage, finance participative et connaissance commune sont en réalité des déclinaisons d'un seul et même phénomène : une transformation profonde du monde du travail.

La transition numérique provoque l'éclatement des frontières des organisations en même temps qu'elle fait vaciller les structures pyramidales d'antan. Dans son

sillage apparaissent de nouveaux types de travailleurs, en marge des structures de l'emploi et du salariat traditionnels : travailleurs indépendants, à la demande, contributeurs de plates-formes... L'avènement de cette multitude de travailleurs aux mille visages interroge non seulement notre modèle social mais également, de façon très concrète, les modes d'organisation du travail au quotidien.

- Le numérique peut-il s'imposer comme un levier pour démocratiser la vie économique et si oui, à quelles conditions ?

- Quelles parties prenantes impliquer dans le processus de prise de décision ?

- Selon quelles modalités ?

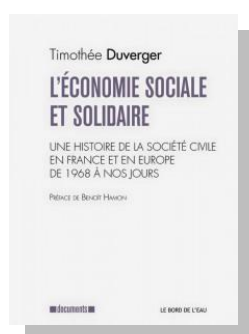
- Comment partager équitablement la valeur avec ces nouveaux travailleurs qui sont à la fois salariés et entrepreneurs ?

Pour sortir des impasses idéologiques et éviter les controverses stériles, le projet « gouvernances » se veut aussi proche du terrain que possible. Pour Marguerite Grandjean, responsable d'études chez OuiShare, « *c'est au fil d'entretiens sur les démarches concrètes menées au sein des organisations et au cœur d'ateliers participatifs, qu'un éclairage nuancé pourra être apporté.* » L'enjeu : quelle(s) relation(s) avec les parties prenantes ? Au-delà du sociétaire de la coopérative ou de l'adhérent de l'association ou de la mutuelle, comment l'ESS peut-elle associer ses autres parties prenantes ? De plus en plus de porteurs de projets cherchent à inventer de nouveaux modèles, à la croisée du numérique et de l'économie sociale et solidaire.

* Repris de **Miroir Social**, avec son autorisation.

Histoire de l'Économie Sociale et Solidaire de 1968 à nos jours...

Nous avons présenté l'ouvrage de **Timothée Duverger** « *L'économie sociale et solidaire. Une histoire de la société civile en France et en Europe de 1968 à nos jours* » dans le n° d'avril. Nous y revenons aujourd'hui avec la présentation qu'en fait notre ami **Jacky Lesueur**, de *Rencontres Sociales*.



Le nouvel ouvrage de Timothée Duverger (*) « ***L'économie sociale et solidaire. Une histoire de la société civile en France et en Europe de 1968 à nos jours*** » vient de sortir aux Editions du bord de l'eau.

Très attendu et déjà considéré comme un ouvrage de référence, il est préfacé par Benoît Hamon, ancien ministre en charge de l'ESS.

D'aucuns dénoncent une forme de privatisation qui consiste à transférer la solidarité de l'Etat social vers les initiatives socio-économiques. En pointant à raison une contradiction possible, ils laissent entendre que l'ESS n'est qu'un concept. Elle est pourtant une réalité sociale, dont les racines plongent au cœur du XIXème siècle, même si le mot connaît une éclipse à partir des années 1930, à la fois en raison de la différenciation statutaire de ses organisations, séparées entre coopératives, mutuelles et associations, et de l'essor de l'Etat social.

Mais l'ESS réapparaît surtout à partir de 1968 à la faveur d'une ré articulation des rapports entre l'Etat, le marché et la société civile.

L'auteur, au-delà de l'évocation de ce cheminement histoire, interroge sur la double qualité de l'ESS de générer à la fois des activités économiques et des groupements de personnes,... en quelque sorte *"un laboratoire démocratique où s'exprime le ré-encastrement du marché dans la société"*...

Un livre à lire et faire lire pour mieux appréhender l'histoire d'un secteur qui s'est installé au fil des ans et des circonstances dans le paysage économique français avec les difficultés souvent rencontrées pour obtenir la reconnaissance de sa véritable place et du rôle majeur qui est aujourd'hui le sien.

* Timothée Duverger est docteur en histoire contemporaine, spécialiste des alternatives, chargé de cours à l'IEP de Bordeaux.

Public & Nonprofit Management Review



[PNMReview](#) est une revue spécialisée dans le domaine du management et de la performance des organisations publiques et des organisations à but non lucratif. Elle se veut transversale dans la mesure où elle vise un contenu qui touche les différentes disciplines qui ont de près ou de loin trait à ce type d'organisations.

La revue se fixe comme objectif de contribuer au développement de la connaissance par la publication de travaux originaux avec une forte valeur ajoutée scientifique.

La procédure de publication obéit aux normes internationales reconnues qui commencera par le test de plagiat et une évaluation par deux chercheurs de référence dans la discipline concernée.

La revue est biannuelle avec un appel à publication permanent. Des numéros spéciaux sur des thématiques spécifiques rentrent également dans la ligne éditoriale de la revue.

PNMREVIEW publie en trois langues (français, anglais et arabe) des numéros variés ainsi que des numéros spéciaux. Elle accueille, de façon permanente, des manuscrits originaux : étude empirique, un article théorique, un article méthodologique, étude de cas, une analyse critique de publications antérieures (articles, livres, monographie...)

>>> Les contributions peuvent être envoyées à : pnmreview@gmail.com

Sans les citoyens, l'Europe n'est rien



Ce nouveau livre de [Eric Dacheux](#) prend place dans le débat, de plus en plus vif, qui accompagne la « panne » de l'Europe.

D'après les responsables européens la défiance grandissante envers l'UE tient à un déficit d'information entre les institutions et les citoyens. La thèse défendue dans est que les citoyens se défient de l'Union car elle a sacrifié la volonté des peuples sur l'autel de la gouvernance.

Vouloir persuader les citoyens que l'Union qui s'est faite sans eux est la démocratie qu'ils attendaient est voué à l'échec. Le but de ce livre est de comprendre cet échec pour proposer une nouvelle conception de la communication publique capable de redynamiser une démocratie mal-en-point.

>>> Editions L'Harmattan

(Biens) communs, quel avenir ? Un enjeu stratégique pour l'ESS



Qu'est-ce qui rapproche les comités de l'eau à Cochabamba (Bolivie) et l'agropastoralisme coopératif du Versant du soleil en Tarentaise ? Un processus tout simplement, celui des "communs" ! Un mot n'est peut-être qu'un mot, mais il est, ce qui a son importance, puisqu'il peut sous-tendre des idées et des pratiques, ainsi en est-il pour *Commun*, et ce mot devient concept quand il est associé à d'autres tels économie sociale et solidaire (ESS).

« L'enclosure » des ressources naturelles les plus vitales au nom du sacro-saint droit de propriété foncière, conduit à des tragédies à répétition pour l'humanité et seules des initiatives citoyennes collectives sont en mesure de changer le cours des choses. C'est ainsi que se créent des *Communs* dans une triple dimension : économique, sociale, écologique, et qui s'inscrivent le plus souvent dans le cadre institutionnel de l'ESS (associations, Scop, Scic).

Cet essai, concis, clair et empirique, met en évidence un "faire en communs". De nombreuses pratiques sont mises en lumière à propos de l'eau (Paris, Cochabamba), de l'agriculture (Foncière Terre de liens...), de l'alimentation en circuits courts (Scic la Galerie Paysanne...), de l'énergie renouvelable (Scic Enercoop...), de la finance éthique (Scop la Nef), de la santé (Scic Viv' la Vie), de l'information (Scic Altermondes)... Et de multiples autres expériences pourraient à juste titre figurer dans cet ouvrage...

Reste une question-clé : ce concept de "Commun" peut-il participer à la reconstruction d'un récit politique fort appauvri et à la recherche de sens ?

>>> Pierre Thomé, Jean Huet, Christian Laval, Éditions Yves Michel

Portail des Maisons de services au public



Conçu par la **Caisse des Dépôts**, ce portail internet s'adresse aux usagers, aux agents d'accueil, aux prestataires et aux porteurs de projets, notamment les collectivités. Installées en zone rurale ou dans les quartiers défavorisés, les Maisons de services au public accompagnent les usagers dans leurs démarches quotidiennes en regroupant toute une série de prestations (emploi, famille, santé, retraité, social, énergie, logement...) en un lieu unique. On en compte aujourd'hui 500, l'objectif du gouvernement étant d'atteindre un maillage de 1.000 maisons sur l'ensemble du territoire d'ici fin 2016.

Chaque maison fait l'objet d'une fiche de présentation comprenant toutes les informations utiles. Pour les acteurs locaux, c'est un moyen de mieux cerner le dispositif, de se renseigner sur les modalités de création d'une maison, de financement, et de se tenir au courant de l'actualité.

Le site a été conçu comme un outil de travail pour les agents d'accueil eux-mêmes. Un extranet professionnel leur permet d'entrer en contact les uns avec les autres à travers toute la France et d'échanger sur leur métier via un forum.

>>> [portail des Maisons de services au public](#)

Guide de la subvention



Le ministère en charge de la vie associative a récemment publié un guide de la subvention. Y figurent un rappel du cadre juridique, des "facteurs de réussite de la collaboration entre associations et collectivités" et des exemples de partenariats. Le guide ne concerne que les subventions de fonctionnement.

>>> [Guide d'usage de la subvention](#)

AGENDA

Vers une république des communs ?



Le Centre Culturel International de Cerisy accueille un colloque, du 8 au 15 septembre prochain à Cerisy, sur le thème : « [Vers une république des communs ?](#) ».

Avec un titre en point d'interrogation, le colloque est conçu comme un carrefour pluridisciplinaire entre chercheurs et acteurs, venant de plusieurs pays européens et américains, pour discuter le contenu du concept de biens communs et sa capacité à permettre la construction d'une nouvelle manière de vivre en société, avec des présentations sur la dimension historique et l'actualité des communs, leur analyse

économique et le lien avec le droit de propriété, la gestion des biens communs naturels, les territoires et biens communs, les biens communs pour produire, travailler et consommer ensemble, la finance, les biens publics mondiaux. Et, pour finir, la question des communs et de la voie coopérative.

Si le nombre de contributions au colloque est forcément limité, les débats à Cerisy sont aussi essentiels que les présentations. Dans cette perspective, les auditeurs actifs sont particulièrement bienvenus, ainsi que d'éventuelles contributions par écrit, sous forme de questions, texte de position.. qui pourraient être mis en débat, avant, pendant et après le colloque.

*Le colloque a été construit par **La Coop des Communs**. Cette association vient de naître sur l'initiative de **Nicole Alix, Jean-Louis Bancel, Benjamin Coriat** et **Frédéric Sultan**, après une phase de préfiguration avec des activistes, militants, chercheurs, entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) et du monde des communs ainsi que des acteurs publics. Dans une perspective tournée vers l'action au service des acteurs, les porteurs du projet visent à contribuer à la construction d'un écosystème favorable à l'éclosion de communs co-construits avec l'ESS ainsi que les pouvoirs publics intéressés.*

>>> Pour en savoir plus : <http://www.ccic-cerisy.asso.fr/bienscommuns16.html>

>>> Contact : nicole.alix@credit-cooperatif.coop

"Prix pour l'emploi de qualité - Mon asso s'engage"



Fort du succès remporté par l'édition 2015, Le **Mouvement associatif** lance la deuxième édition du « [Prix pour l'emploi de qualité - Mon asso s'engage !](#) » en partenariat avec la mutuelle CHORUM, le FONJEP, l'UDES, et avec le soutien de Juris associations.

Le Prix s'adresse aux associations employeuses ayant engagé une démarche visant à améliorer la qualité de vie au travail de leurs salariés, et qui souhaitent la faire connaître. Elles doivent candidater avant le 8 juillet 2016 en se rendant sur [le site du Prix](#) où elles pourront également prendre connaissance des bonnes pratiques identifiées

à l'occasion de l'édition 2015.

Les actions primées par le jury bénéficieront d'une dotation financière allant de 4 000 euros à 6 000 euros, d'une couverture médiatique ainsi que de documents ressources sur la thématique.

Les outils de mesure de la vie coopérative et de l'ESS



Conférence-débat « [Les outils de la vie coopérative et de l'ESS : révision coopérative, guide d'amélioration des bonnes pratiques de l'ESS](#) »

Paris, 15 juin 2016 au ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique.

>>> Informations / Inscriptions : contact@entreprises.coop

1^{ère} Journée européenne des entreprises de l'économie sociale



La « **Première Journée européenne des entreprises de l'économie sociale** » se tiendra le 1^{er} juillet à Bruxelles, à l'initiative du **Comité économique et social européen**. Elle rassemblera les partenaires institutionnels du CESE ainsi que plusieurs acteurs du secteur, dans le but d'avoir une vue d'ensemble de la situation, de créer des synergies et d'examiner les prochaines mesures et actions à prendre afin d'exploiter pleinement le potentiel du secteur.

L'événement sera articulé autour de trois ateliers, afin de permettre aux participants de faire entendre leur voix :

- Les entreprises de l'économie sociale (EES) comme moteur d'une société inclusive
- Un écosystème financier pour des EES au service de la croissance économique et du progrès
- Les EES comme moteur d'un monde durable

>>> Inscription : <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-social-economy-enterprises>

Forums mondiaux au Québec



Le Forum Social Mondial 2016 se réunira à Montréal, Québec, Canada du 9 au 14 août 2016. Il ambitionne de rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes provenant de groupes de la société civile, d'organisations et de mouvements sociaux qui souhaitent construire un monde durable et solidaire, où chaque personne et chaque peuple a sa place et peut faire entendre sa voix.

Le FSM est l'un des plus grands rassemblements de la société civile dans le monde. Plus de 50 000 personnes sont attendues et 1500 activités seront proposées.

Il n'est pas nécessaire d'être présent à Montréal pour participer. L'inscription passe par la création d'un compte qui permet d'accéder à un réseau social offrant une gamme d'outils pour favoriser les échanges entre les participant(e)s, les organisations et collectifs qui souhaitent contribuer à la construction d'un autre monde.

>>> [PROGRAMMATION](#) >>> [INSCRIPTION](#)



Montréal 2016
Forum mondial de
l'économie sociale

La 3^{ème} édition du **Le Forum mondial de l'économie sociale** se tiendra à Montréal du 7 au 9 septembre 2016, à l'initiative du Chantier de l'Économie sociale et de la ville de Montréal. Cette rencontre internationale d'envergure, où plus de 2000 participants sont attendus, traitera de « **La collaboration entre les gouvernements locaux et les acteurs de l'économie sociale et solidaire pour le développement des villes** »

Partout dans le monde, l'économie sociale et solidaire (ÉSS) génère des retombées économiques, sociales, culturelles et environnementales importantes et surtout des innovations sociales qui contribuent à répondre aux défis des administrations publiques des villes et des communautés qui y vivent. Que ce soit pour répondre à des besoins essentiels tels que le logement ou la sécurité alimentaire, pour assurer une qualité de vie aux habitants grâce à des services locaux ou pour contribuer à la cohésion sociale, des initiatives d'ÉSS créent des emplois et soutiennent le développement intelligent et durable des villes.

Prenant acte de cette réalité, les organisateurs visent à faciliter la collaboration entre les administrateurs publics et les acteurs de l'ÉSS en présentant de bonnes pratiques, que ce soit des processus, des outils ou les résultats innovants issus de politiques publiques co-construites. Ces bonnes pratiques seront présentées principalement par les acteurs de l'ÉSS et les gouvernements locaux. Or, des initiatives citoyennes innovantes et des projets du secteur privé développés avec des acteurs de l'ÉSS seront également à découvrir

>>> <http://www.gsef2016.org/programme/inscription/>



Le XXe Congrès international des sociologues de langue française organisé par l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), en partenariat avec l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Montréal aura pour thème « **Défi néolibéral et réponses sociologiques : économie solidaire, innovation sociale, associations et action publique** ».

Montréal, du 4 au 8 juillet 2016

>>> <http://congres2016.aislf.org/>

CIRIEC-France

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale,
créée il y a un siècle par le professeur Edgard Milhaud
Son objet est la recherche et l'information sur l'économie d'intérêt général :
économie publique, économie sociale et économie paritaire

Ses travaux se réalisent à travers
des réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, publications, colloques, congrès mondiaux, ...
Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations
qui partagent des valeurs de service de l'intérêt général, de non lucrativité et de démocratie économique

Le CIRIEC est constitué de sections nationales
La section française est une association sans but lucratif composée d'adhérents, personnes physiques et morales
Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale,
organismes à gestion paritaire et syndicats

Les ressources de l'association sont essentiellement constituées des cotisations de ses membres
Les fonctions de ses responsables et animateurs sont bénévoles

Le CIRIEC-France est présidé par
Alain Arnaud

Informations-adhésions : >>> info@ciriec-france.org

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE

CIRIEC-France

7 passage Tenaille - F - 75014 Paris
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org
www.ciriec-france.org



"Brèves du CIRIEC-France" Lettre mensuelle électronique éditée par le CIRIEC-France

Directeur de la publication : Alain Arnaud



Rédaction : Marcel Caballero



Si vous souhaitez
contribuer à alimenter les *Brèves du CIRIEC-France*


marcel.caballero@club-internet.fr

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs
Ils peuvent être reproduits librement avec indication de la source